

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



Communiqué de presse du 6 mai 2021

Un «Rungis de la bio et des circuits courts»

sur le Triangle de Gonesse :

**un projet absurde, coûteux et polluant,
qui détruirait des dizaines d'hectares
de terres agricoles**

Le Premier ministre Jean Castex s'apprête à annoncer la création sur le Triangle de Gonesse d'une annexe du Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis dédiée à « la bio et aux circuits courts»: selon une dépêche AFP, qui cite le 5 mai des « sources locales et parlementaires », le chef du gouvernement se rendra vendredi dans le Val d'Oise pour présenter son projet.

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse et ses nombreux soutiens dénoncent une idée gouvernementale d'une grande absurdité : une telle infrastructure, conçue au nom de l'écologie, aboutirait à la destruction de dizaines d'hectares de terres agricoles fertiles et entraînerait la saturation par les camions de l'autoroute A1, déjà la plus encombrée d'Europe.

«On voit bien que détruire des terres agricoles pour vendre des produits bio et en circuit court, c'est une idée totalement aberrante », déclare Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse. « Avec un tel projet, le gouvernement retombe dans les errements du passé et perd tout le crédit gagné lors de l'annonce de l'abandon d'EuropaCity en novembre 2019 ».

Les conditions concrètes de l'installation d'une annexe du marché de Rungis dans le Triangle de

Gonesse font par ailleurs apparaître des coûts d'aménagement très élevés : l'échangeur autoroutier et le raccordement ferré représentent un coût estimé à plusieurs centaines de millions d'euros.

L'entêtement à vouloir bétonner le Triangle de Gonesse est d'autant moins compréhensible que **les terres agricoles de la plaine de France, situées aux portes de l'agglomération, sont parmi les meilleures d'Europe**. L'Etat et la Région Ile-de-France y contrôlent directement 110 hectares, expropriés au départ pour construire EuropaCity et une station de métro du Grand Paris Express, conçue pour desservir le mégacomplexe commercial.

« L'Etat dispose d'une occasion unique pour démarrer un projet ambitieux d'approvisionnement de l'Ile-de-France en produits bio et locaux. Cela permettrait aussi de rattraper un retard préoccupant : seulement 3% de la surface agricole du Val d'Oise est en bio, nettement en-deçà de la moyenne régionale, déjà faible, de 6 %. C'est le cœur du projet de transition écologique CARMA, que le CPTG soutient », précise Bernard Loup.

Pour les nombreux observateurs du dossier Triangle de Gonesse, l'annonce de Jean Castex ne sert qu'à justifier la construction du métro du Grand Paris Express, qui depuis l'abandon d'EuropaCity se cherche désespérément une utilité. **Le coût de la desserte, financé sur fonds publics, est estimé à 350 millions d'euros.**

« Ce nouveau projet soutenu par Matignon et le préfet du Val d'Oise n'est ni réaliste, ni réalisable. Les Francilien-nes restent en attente d'un projet sérieux qui soit compatible avec les accords de Paris sur le climat et qui ouvre des perspectives véritables pour ce territoire durement frappé par la pandémie », conclut Bernard Loup.

Contacts Presse

CPTG : Bernard LOUP : 06 76 90 11 62 - ouiauxterresdegonesse@gmail.com - ouiauxterresdegonesse.fr

CARMA : Alice LE ROY : 06 03 95 31 43 - groupeментcarma@gmail.com - carmapaysdefrance.com